Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Réponse à la gauche anti-anti-guerre

Par Jean Bricmont

Thème: Guerre USA OTAN

Mondialisation.ca, 06 décembre 2012
silviacattori.net

Celle-ci ne se déclare pas ouvertement en faveur des interventions militaires occidentales et est parfois critique de celles-ci (en général, uniquement par rapport aux tactiques suivies et aux intentions, pétrolières ou géo-stratégiques, attribuées aux puissances occidentales), mais elle dépense le plus gros de son énergie à *« mettre en garde »* contre les dérives supposées de la partie de la gauche qui reste fermement opposée à ces interventions. Elle nous appelle à soutenir les *« victimes »* contre les *« bourreaux »,* à être *« solidaires des peuples contre les tyrans »,* à ne pas céder à un *« anti-impérialisme »,* un *« anti-américanisme »,* ou un *« anti-sionisme »* simplistes, et, surtout, à ne pas s'allier à l'extrême-droite. Après les Albano-Kosovars en 1999 on a eu droit aux femmes afghanes, aux Kurdes irakiens, et plus récemment aux peuples libyen et syrien, que *« nous »* devons protéger.

On ne peut pas nier que la gauche anti-anti-guerre ait été extrêmement efficace. La guerre en Irak, qui était présentée sous forme d'une lutte contre une menace imaginaire, a bien suscité une opposition passagère, mais il n'y a eu qu'une très faible opposition à gauche aux interventions présentées comme *« humanitaires »,* telles que celle du Kosovo, le bombardement de la Libye, ou l'ingérence en Syrie aujourd'hui. Toute réflexion sur la paix ou l'impérialisme a simplement été balayée devant l'invocation du *« droit d'ingérence »,* de la *« responsabilité de protéger »,* ou du *« devoir d'assistance à peuple en danger ».*

Une extrême-gauche nostalgique des révolutions et des luttes de libération nationale tend à analyser tout conflit à l'intérieur d'un pays donné comme une agression d'un dictateur contre son peuple opprimé aspirant à la démocratie. L'interprétation, commune à la gauche et à la droite, de la victoire de l'Occident dans la lutte contre le communisme, a eu un effet semblable.

L'ambiguité fondamentale du discours de la gauche anti-anti-guerre porte sur la question de savoir qui est le *« nous »* qui doit protéger, intervenir etc. S'il s'agit de la gauche occidentale, des mouvements sociaux ou des organisations de défense des droits de l'homme, on doit leur poser la question que posait Staline à propos du Vatican : *« combien de divisions avez-vous ? »* En effet, tous les conflits dans lesquels *« nous »* sommes supposés intervenir sont des conflits armés. Intervenir signifie intervenir militairement et pour cela, il faut avoir les moyens militaires de le faire. Manifestement, la gauche européenne n'a pas ces moyens. Elle pourrait faire appel aux armées européennes pour qu'elles interviennent, au lieu de celles des États-Unis ; mais celles-ci ne l'ont jamais fait sans un appui massif des États-Unis, ce qui fait que le message réel de la gauche anti-anti-guerre est : *« Messieurs les Américains, faites la guerre, pas l'amour ! ».* Mieux : comme, après leur débâcle en Afghanistan et en Irak, les Américains ne vont plus se risquer à envoyer des troupes au sol, on demande à l'US Air Force, et à elle seule, d'aller bombarder

les pays violateurs des droits de l'homme.

On peut évidemment soutenir que l'avenir des droits de l'homme doit être confié aux bons soins et à la bonne volonté du gouvernement américain, de ses bombardiers et de ses drones. Mais il est important de comprendre que c'est cela que signifient concrètement tous les appels à la *« solidarité »* et au *« soutien »* aux mouvements sécessionnistes ou rebelles engagés dans des luttes armées. En effet, ces mouvements n'ont nul besoin de slogans criés dans des *« manifestations de solidarité »* à Bruxelles ou Paris, et ce n'est pas cela qu'ils demandent. Ils veulent des armes lourdes et le bombardement de leurs ennemis et, cela, seuls les États-Unis peuvent le leur fournir.

La gauche anti-anti-guerre devrait, si elle était honnête, assumer ce choix, et appeler ouvertement les États-Unis à bombarder là où les droits de l'homme sont violés ; mais elle devrait alors assumer ce choix jusqu'au bout. En effet, c'est la même classe politique et militaire qui est supposée sauver les populations *« victimes de leur tyrans »* et qui a fait la guerre du Vietnam, l'embargo et les guerres contre l'Irak, qui impose des sanctions arbitraires contre Cuba, l'Iran et tous les pays qui leur déplaisent, qui soutient à bout de bras Israël, qui s'oppose par tous les moyens, y compris les coups d'état, à tous les réformateurs en Amérique Latine, d'Arbenz à Chavez en passant par Allende, Goulart et d'autres, et qui exploite de façon éhontée les ressources et les travailleurs un peu partout dans le monde. Il faut beaucoup de bonne volonté pour voir dans cette classe politique et militaire l'instrument du salut des *« victimes »,* mais c'est, en pratique, ce que la gauche anti-anti-guerre prône, parce que, étant donné les rapports de force dans le monde, il n'existe aucune autre instance capable d'imposer sa volonté par des moyens militaires.

Evidemment, le gouvernement américain sait à peine que la gauche anti-anti-guerre européenne existe ; les États-Unis décident de faire ou non la guerre en fonction de ses chances de succès, de leurs intérêts, de l'opposition interne et externe à celle-ci etc. Et, une fois la guerre déclenchée, ils veulent la gagner par tous les moyens. Cela n'a aucun sens de leur demander de ne faire que de bonnes interventions, seulement contre les vrais méchants, et avec des gentils moyens qui épargnent les civils et les innocents.

Ceux qui ont appelé l'OTAN à *« maintenir les progrès pour les femmes afghanes »,* comme Amnesty International (USA) l'a fait lors du meeting de l'OTAN à Chicago , appellent de fait les EU à intervenir militairement et, entre autres, à bombarder des civils afghans et à envoyer des drones sur le Pakistan. Cela n'a aucun sens de leur demander de protéger et pas de bombarder, parce que c'est ainsi que les armées fonctionnent.

Un des thèmes favoris de la gauche anti-anti-guerre est d'appeler les opposants aux guerres à ne pas *« soutenir le tyran »,* en tout cas pas celui dont le pays est attaqué. Le problème est que toute guerre nécessite un effort massif de propagande ; et que celle-ci repose sur la diabolisation de l'ennemi et, surtout, de son dirigeant. Pour s'opposer efficacement à cette propagande, il faut nécessairement dénoncer les mensonges de la propagande, contextualiser les crimes de l'ennemi, et les comparer à ceux de notre propre camp. Cette tâche est nécessaire mais ingrate et risquée : on vous reprochera éternellement la moindre erreur, alors que tous les mensonges de la propagande de guerre sont oubliés une fois les opérations terminées.

Bertrand Russell et les pacifistes britanniques étaient déjà, lors de la première Guerre mondiale, accusés de *« soutenir l'ennemi »* ; mais, s'ils démontaient la propagande des alliés, ce n'était pas par amour du Kaiser, mais par attachement à la paix. La gauche anti-

anti-guerre adore dénoncer *« les deux poids deux mesures »* des pacifistes cohérents qui critiquent les crimes de leur propre camp mais contextualisent ou réfutent ceux qui sont attribués à l'ennemi du moment (Milosevic, Kadhafi, Assad etc.), mais ces *« deux poids deux mesures »* ne sont jamais que la conséquence d'un choix délibéré et légitime : contrer la propagande de guerre là où l'on se trouve (c'est-à-dire en Occident), propagande qui elle-même repose sur une diabolisation constante de l'ennemi attaqué ainsi que sur une idéalisation de ceux qui l'attaquent.

La gauche anti-anti-guerre n'a aucune influence sur la politique américaine, mais cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas d'effets. D'une part, sa rhétorique insidieuse a permis de neutraliser tout mouvement pacifiste ou anti-guerre, mais elle a aussi rendu impossible toute position indépendante d'un pays européen, comme ce fut le cas pour la France sous De Gaulle, et même, dans une moindre mesure, sous Chirac, ou pour la Suède d'Olof Palme. Aujourd'hui, une telle position serait immédiatement attaquée par la gauche anti-anti-guerre, qui possède une caisse de résonance médiatique considérable, comme un *« soutien au tyran »,* une politique *« munichoise »,* coupable du *« crime d'indifférence ».*

Ce que la gauche anti-anti-guerre a accompli, c'est de détruire la souveraineté des Européens face aux États-Unis et d'éliminer toute position de gauche indépendante face aux guerres et à l'impérialisme. Elle a aussi mené la majorité de la gauche européenne à adopter des positions en totale contradiction avec celles de la gauche latino-américaine et à s'ériger en adversaires de pays comme la Chine ou la Russie qui cherchent à défendre le droit international (et ont parfaitement raison de le faire).

Un aspect bizarre de la gauche anti-anti-guerre c'est qu'elle est la première à dénoncer les révolutions du passé comme ayant mené au totalitarisme (Staline, Mao, Pol Pot etc.) et qu'elle nous met sans cesse en garde contre la répétition des *« erreurs »* du soutien aux dictateurs faite par la gauche de l'époque. Mais maintenant que la révolution est menée par des islamistes nous sommes supposés croire que tout va aller bien et applaudir. Et si la *« leçon à tirer du passé »* était que les révolutions violentes, la militarisation et les ingérences étrangères n'étaient pas la seule ou la meilleure façon de réaliser des changements sociaux ?

On nous répond parfois qu'il faut agir *« dans l'urgence »* (pour sauver les victimes). Même si on admettait ce point de vue, le fait est qu'après chaque crise, aucune réflexion n'est menée à gauche sur ce que pourrait être une politique autre que l'appui aux interventions militaires. Une telle politique devrait opérer un virage à 180° par rapport à celle qui est prônée actuellement par la gauche anti-anti-guerre. Au lieu de demander plus d'interventions, nous devrions exiger de nos gouvernements le strict respect du droit international, la non ingérence dans les affaires intérieures des autres états et le remplacement des confrontations par la coopération. La non ingérence n'est pas seulement la non intervention sur le plan militaire, mais aussi sur les plans diplomatique et économique : pas de sanctions unilatérales, pas de menaces lors de négociations et le traitement de tous les états sur un pied d'égalité. Au lieu de *« dénoncer »* sans arrêt les méchants dirigeants de pays comme la Russie, la Chine, l'Iran, Cuba, au nom des droits de l'homme, ce que la gauche anti-anti-guerre adore faire, nous devrions les écouter, dialoguer avec eux, et faire comprendre leurs points de vue politiques à nos concitoyens.

Evidemment, une telle politique ne résoudrait pas les problèmes des droits de l'homme, en Syrie, ou Libye ou ailleurs. Mais qu'est-ce qui les résout ? La politique d'ingérence augmente les tensions et la militarisation dans le monde. Les pays qui se sentent visés par cette

politique, et ils sont nombreux, se défendent comme ils peuvent ; les campagnes de diabolisation empêchent les relations pacifiques entre états, les échanges culturels entre leurs citoyens et, indirectement, le développement des idées libérales que les partisans de l'ingérence prétendent promouvoir. À partir du moment où la gauche anti-anti-guerre a abandonné tout programme alternatif face à cette politique, elle a de fait renoncé à avoir la moindre influence sur les affaires du monde. Il n'est pas vrai qu'elle *« aide les victimes »* comme elle le prétend. A part détruire toute résistance ici à l'impérialisme et à la guerre, elle ne fait rien, les seuls qui agissent réellement étant, en fin de compte, les gouvernements américains. Leur confier le bien-être des peuples est une attitude de désespoir absolu.

Cette attitude est un aspect de la façon dont la majorité de la gauche a réagi à la *« chute du communisme »,* en soutenant l'exact contrepied des politiques suivies par les communistes, en particulier dans les affaires internationales, où toute opposition à l'impérialisme et toute défense de la souveraineté nationale est vue à gauche comme une forme d'archéo-stalinisme.

La politique d'ingérence, comme d'ailleurs la construction européenne, autre attaque majeure contre la souveraineté nationale, sont deux politiques de droite, l'une appuyant les tentatives américaines d'hégémonie, l'autre le néo-libéralisme et la destruction des droits sociaux, qui ont été justifiées en grande partie par des discours « de gauche » : les droits de l'homme, l'internationalisme, l'antiracisme et l'anti-nationalisme. Dans les deux cas, une gauche désorientée par la fin du communisme a cherché une bouée de secours dans un discours *« humanitaire »* et *« généreux »,* auquel manquait totalement une analyse réaliste des rapports de force dans le monde. Avec une gauche pareille, la droite n'a presque plus besoin d'idéologie, celle des droits de l'homme lui suffit.

Néanmoins, ces deux politiques, l'ingérence et la construction européenne, se trouvent aujourd'hui dans une impasse : l'impérialisme américain fait face à des difficultés énormes, à la fois sur le plan économique et diplomatique ; la politique d'ingérence a réussi à unir une bonne partie du monde contre elle. Presque plus personne ne croit à une autre Europe, à une Europe sociale, et l'Europe réellement existante, néo-libérale (la seule possible) ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme parmi les travailleurs. Bien sûr, ces échecs profitent à la droite et à l'extrême-droite, mais cela uniquement parce que le plus gros de la gauche a abandonné la défense de la paix, du droit international et de la souveraineté nationale, comme condition de possibilité de la démocratie.

Jean Bricmont 5 novembre 2012



Jean Bricmont est Docteur en Sciences et a travaillé comme chercheur à l'Université Rutgers puis a enseigné à l'Université de Princeton, situées toutes deux dans l'Etat du New Jersey (États-Unis). Il enseigne aujourd'hui la physique théorique en Belgique et est l'auteur de « Impérialisme humanitaire : Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ? »

Article publié initialement en anglais : http://www.counterpunch.org/2012/12/04/beware-the-anti-anti-war-left/

La source originale de cet article est silviacattori.net
Copyright © Jean Bricmont, silviacattori.net, 2012

Articles Par : Jean Bricmont

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca